



LES PRIORITÉS DU GROUPE VERTS/ALE POUR LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

METTRE NOTRE AVENIR DANS LES MAINS DES CITOYENNES ET DES CITOYENS

La Conférence sur l'avenir de l'Europe s'ouvre à un moment où l'Europe est à un tournant de son histoire.

Près d'un million d'Européennes et Européens ont perdu la vie, des millions de gens ont perdu leur emploi, les injustices se sont aggravées, les groupes marginalisés ont été touchés de façon disproportionnée, les droits et les opportunités des femmes et des enfants ont reculé.

La pandémie a prouvé, mais à quel prix, que la solidarité européenne n'est pas un concept abstrait.

La lenteur avec laquelle l'Union européenne a organisé ses mesures d'urgence, les véto nationaux, son manque de compétences dans certains secteurs fondamentaux, tout cela n'est pas juste des débats théoriques : cela a prolongé la crise et des millions de citoyennes et de citoyens européen·ne·s ont été déçu·e·s par leurs institutions démocratiques. La pandémie de COVID-19 a révélé, une fois de plus, que l'Union européenne ne sera pas en mesure de réagir lors de crises sévères si les institutions européennes et les gouvernements nationaux n'apprennent pas à travailler ensemble.

À l'heure actuelle, l'Union européenne n'utilise pas tous les outils à sa disposition depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, il y a 10 ans. Les précédents défis auxquels l'Union européenne a dû faire face, comme la crise migratoire ou la crise de l'Euro, ont montré que nous répétons sans cesse les mêmes erreurs à cause de procédures de prise de décisions imparfaites et incomplètes. L'Union européenne a prouvé qu'elle est capable de faire mieux et a réussi à se mettre d'accord sur un plan de relance. Les blocages politiques qui ont, longtemps, entravé tout progrès ont été dépassés pour mettre en place ce nouveau fonds d'investissement.

Les citoyennes et les citoyens ont trop souvent été contourné·e·s lorsque l'Europe était en difficulté. Une réforme structurelle est indispensable pour dépasser les obstacles qui empêchent de mettre en place d'un processus de décision simple et efficace et de renforcer la démocratie à tous les niveaux.

N'attendons pas une autre crise pour faire les réformes nécessaires.

Profitons de l'opportunité unique que nous offre la Conférence sur l'avenir de l'Europe pour rendre l'Union européenne plus démocratique, plus résiliente, plus juste socialement, plus innovante, plus efficace et plus verte.



europeecologie.eu
[euroecolos](https://twitter.com/euroecolos)
[@europeecologie](https://www.instagram.com/europeecologie)

NOUS, GROUPE VERTS/ALE, PENSONS QUE :

Le temps est venu de construire une gouvernance plus efficace, basée sur des démocraties vivantes et inclusives, de revoir le partage des compétences, de mettre fin aux véto nationaux, de rendre notre processus de décision plus efficace et plus transparent, de faire des élections européennes des élections véritablement européennes et de défendre les droits des citoyennes et des citoyens dans toute l'Union européenne.

Le temps est venu de mettre en place des politiques solides et de long terme pour lutter contre le dérèglement climatique, protéger la biodiversité, bâtir de nouveaux modèles agricole et énergétique, organiser la transition de nos sociétés vers un avenir écologique dans lequel la performance sera basée sur la durabilité.

Le temps est venu de bâtir une Europe féministe, inclusive et antiraciste, qui se réforme pour protéger les droits et les libertés fondamentaux, dans laquelle toutes et tous jouissent des mêmes droits et qui se bat contre les discriminations dans tous les secteurs.

Le temps est venu de mettre en place une Europe sociale dans laquelle toutes les Européennes et tous les Européens ont accès à des services publics, dont ceux de la santé et de la protection sociale, sont protégé·e·s par un droit du travail européen et ont des possibilités de cogestion, ont un accès garanti à une bonne éducation et à des possibilités de formation et dans laquelle personne n'est laissé au bord du chemin.

Le temps est venu de bâtir une Europe résiliente, moderne, confiante et solide dans laquelle les processus démocratiques et l'État de droit sont respectés ; dans laquelle les citoyennes et les citoyens seront formé·e·s pour savoir détecter la désinformation, la propagande et l'ingérence extérieure et y faire face.

Le groupe Verts/ALE a la conviction que cette Conférence est l'occasion de se concentrer sur des propositions politiques qui peuvent tout changer et de permettre aux citoyennes et aux citoyens de façonner, avec nous, notre avenir politique.

Pour cela, nous ne devons pas nous limiter aux cadres institutionnels existants. Si les Traités européens, dans leur forme actuelle, nous empêchent d'avancer, il faudra les réviser de façon démocratique.

Ce document présente nos priorités pour la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Il vient en complément du document d'orientation que nous avons adopté en février 2018.

Notre but, à long terme, est que l'Europe soit une République fédérale. La Conférence sur l'avenir de l'Europe est un pas dans cette direction.

Que voulons-nous ?

UNE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE PLUS SOLIDE

La citoyenneté européenne doit garantir la possibilité d'exercer une influence égale sur les politiques européennes et le droit de voter pour des partis européens.

Elle devrait également garantir que les débats politiques soient véritablement européens et que les familles politiques bâtissent et fassent campagne pour des projets au niveau européen et pas pour 27 programmes différents. Cela est possible en créant, avant les élections de 2024, une circonscription européenne unique dans laquelle un certain nombre de député·e·s européen·ne·s est élu sur une liste européenne. Par ailleurs, la démocratie européenne devrait être renforcée en s'assurant que les normes démocratiques pour les élections soient les mêmes dans toute l'Union européenne, en augmentant la participation électorale et en garantissant que tous les votes soient pris en compte, partout dans l'Union européenne, notamment en supprimant les seuils à atteindre pour obtenir des élu·e·s.

Nous voulons également renforcer les droits du Parlement européen afin qu'il devienne un véritable organe législatif de l'Union européenne avec, entre autres, un droit d'initiative législative et des droits de contrôle renforcés.

Les citoyennes et les citoyens européen·ne·s doivent avoir le pouvoir, lors des élections européennes, de faire rendre des comptes à celles et ceux qui occupent les postes les plus haut placés de l'Union européenne. Nous devons donc modifier les institutions afin que la/le président·e de la Commission soit élu·e par le Parlement et puisse être destitué·e par lui. Le nombre de Commissaires doit également être réduit et le Conseil transformé en une seconde chambre normale, qui colégiférerait avec le Parlement avec la même transparence que ce dernier.

Pour répondre à la volonté de nombreuses citoyennes et de nombreux citoyens d'avoir une voix plus forte, nous voulons renforcer l'Initiative citoyenne européenne en lui permettant d'initier des assemblées de citoyennes et de citoyens choisi·e·s au hasard pour réfléchir à des réformes précises dont les conclusions seraient adoptées par référendum dans toute l'Union européenne.

RÉFORMER NOTRE ÉCONOMIE

À travers un fonds d'investissement durable pour investir dans la transition écologique et sociale

Alors que, si tout va bien, la fin de la pandémie de COVID-19 approche, nous devons concentrer nos efforts sur le plus grand défi politique de notre génération, la triple transition : la crise climatique, la transition numérique et la transition vers un modèle de société qui garantisse la justice sociale en respectant les limites planétaires.

Pour empêcher notre climat de s'effondrer, mettant ainsi des centaines de millions de vies en danger, il est indispensable de réformer nos économies et nos sociétés de manière radicale. Si nous voulons sortir de l'état de crise permanent, nous devons réformer les structures qui nous empêchent de relever ces défis de manière efficace.

Le Fonds pour la reprise et la résilience, imaginé pour répondre à la crise, doit être pérennisé et changé en un Fonds d'investissement durable intégré au budget de l'Union européenne. Son utilisation sera décidée selon le principe de la codécision ou sous le contrôle du Parlement. Ce fonds devra contribuer à financer les investissements nécessaires dans les biens communs européens pour atteindre la neutralité climatique en 2050 au plus tard, à bâtir une économie économe en énergie et basée sur des énergies 100% renouvelables, sans nucléaire et sans gaz, à encourager le verdissement de l'industrie et l'innovation industrielle, à atteindre l'autonomie stratégique de l'Union européenne et à investir dans la transition sociale, qui englobe la santé et la sécurité sociale.

L'Union européenne doit aussi aider à résoudre les antagonismes qui existent entre les zones métropolitaines et les zones rurales et à mettre en place une stratégie de développement interne inclusive.

LEVER LES FREINS AUX POLITIQUES ÉTRANGÈRES ET FISCALES EUROPÉENNES

La règle de l'unanimité permet à un gouvernement de bloquer, à lui seul, des décisions essentielles.

Justice fiscale, plans d'investissement importants, nouvelles ressources propres sont des politiques essentielles qui ne peuvent plus rester bloquées parce qu'un État membre profite de l'évasion fiscale et refuse de construire la solidarité européenne.

C'est pourquoi, nous voulons que toutes les décisions (celles concernant la fiscalité, les politiques sociales, étrangères et de sécurité y comprises) soient prises selon la procédure législative ordinaire, c'est-à-dire à la majorité qualifiée au Conseil et avec la participation du Parlement européen.

Par la suite, une réforme de la gouvernance macroéconomique européenne sera nécessaire pour s'assurer que l'Union européenne et l'union monétaire bénéficient d'une indépendance fiscale et d'outils leur permettant de contrer les déséquilibres structurels et les chocs économiques. Ancrer la capacité de l'Union à augmenter ses ressources propres et à émettre des obligations européennes sous la houlette d'un Trésor européen renforcera sa capacité à agir.



UNE EUROPE QUI PROTÈGE LES DROITS FONDAMENTAUX ET DÉFEND UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE

L'Union européenne est basée sur des droits et des valeurs. Cependant, cela ne se vérifie pas toujours dans les textes. Avec les traités actuels, les citoyennes et les citoyens européen·ne·s ne bénéficient pas encore toutes et tous des mêmes droits et quand les droits des femmes, des personnes LGBTQI ou des minorités sont attaqués dans certains États membres, l'Union européenne n'a pas toujours les bons outils pour les protéger.

C'est pourquoi, nous pensons que l'Union européenne doit avoir la compétence de protéger et promouvoir les droits fondamentaux grâce à un pilier des droits, intégré dans le droit primaire européen. La Charte européenne des droits fondamentaux et tous les droits supplémentaires doivent s'appliquer également aux actions des États membres et les citoyennes et les citoyens doivent pouvoir saisir la Cour européenne de justice pour les défendre. L'Union doit aussi protéger les droits des minorités. L'Union européenne ne doit ni accepter ni financer les gouvernements des États membres qui refusent d'appliquer ses valeurs fondamentales. Tous les instruments, y compris les procédures de l'Article 7 (TUE) et les critères de Copenhague, doivent être renforcés et pleinement exploités.

Une démocratie solide a besoin d'une société civile forte. C'est pourquoi, nous croyons que l'Union européenne doit mettre en place un statut européen pour les organisations de la société civile afin de protéger leurs activités à travers l'Union.

Pour préserver nos droits et nos libertés à l'ère numérique, l'Europe doit décréter un moratoire sur la surveillance et protéger ses citoyennes et ses citoyens de la surveillance de masse et de la collecte massive des données personnelles.

UN PLAN DE RELANCE FÉMINISTE : UN SALAIRE ÉGAL POUR UN TRAVAIL DE VALEUR ÉGALE

Le marché du travail est dominé par un effet de genre. Dans la plupart des secteurs économiques, les postes sont occupés majoritairement soit par des femmes soit par des hommes. Peu de secteurs sont réellement mixtes et dans les secteurs où les postes sont majoritairement occupés par des femmes, dont le secteur du soin, le travail est sous-évalué et donc sous-payé.

Par ailleurs, quand les budgets ne prennent pas en compte le genre, les secteurs qui emploient majoritairement des hommes sont plus financés, ce qui entraîne une augmentation des inégalités.

Dans un monde post-COVID, l'économie européenne doit être bâtie sur des fondations socio-économiquement justes. Pour cela, l'Union européenne doit agir pour mettre fin aux discriminations salariales en appliquant la règle "un salaire égal pour un travail de valeur égale", en instaurant la transparence sur les salaires et en intégrant la dimension de genre.

LA SOLIDARITÉ NE S'ARRÊTE PAS À LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

La migration et les déplacements de population sont un des plus gros défis pour l'Union européenne, mais ce sont aussi des opportunités. Il est temps que l'Europe repense sa politique migratoire et passe d'une politique de dissuasion à une politique qui offre des opportunités sûres et légales.

Dans nos collectivités, de nombreuses actions de solidarité se mettent en place : elles doivent être au cœur de notre future politique de migration.

Un mécanisme permanent pour répartir équitablement les chercheuses et chercheurs de refuge, basé sur un système en deux étapes, avec des incitations positives à la solidarité doit être mis en place. Il rendrait la politique d'asile et de migration de l'Union européenne plus résiliente et contribuerait à résoudre la grave crise humanitaire aux frontières de l'Union européenne. De plus, nous avons besoin d'un Code européen de la migration qui prenne en compte les vulnérabilités auxquelles sont confrontés les travailleuses et travailleurs migrant·e·s, réduise les inégalités, assure des conditions de travail décentes pour toutes et tous et permette aux personnes migrantes de jouer un rôle actif dans la société.

COMBATTRE LES INÉGALITÉS

Avec un système fiscal équitable et juste et des revenus minimums vitaux décents

L'économie européenne post-COVID doit être basée sur la justice fiscale et sociale. Pour que cela soit possible, il est indispensable d'harmoniser les politiques fiscales des entreprises et de l'environnement, en établissant des taux minimum et en évitant les paradis fiscaux. Cela améliorera la situation financière des États membres. Cela nous permettra de mieux lutter contre les injustices sociales et économiques, d'investir dans la transformation écologique, dans l'éducation et les services publics, de financer le secteur associatif, de s'assurer que les entreprises multinationales paient leur juste part d'impôts, de garantir une protection sociale et une convergence vers le haut des normes sociales conformément au Pilier européen des droits sociaux et de s'assurer que tout cela est fait démocratiquement.

PROTÉGER NOTRE ENVIRONNEMENT AVEC UNE AGRICULTURE JUSTE ET DURABLE QUI PROTÈGE LE BIEN-ÊTRE ANIMAL

La Politique agricole commune (PAC) doit être réformée. La réforme de la PAC pourrait changer la structure globale de l'agriculture européenne en donnant la priorité aux petites fermes écologiques, en restaurant la biodiversité et en encourageant la prise en compte du bien-être animal en promouvant activement de bonnes conditions de vie plutôt qu'en protégeant les animaux des pires formes de cruauté.

Cette nouvelle PAC devra être une PAC juste et durable qui plafonne les paiements aux grands propriétaires et s'assure que les petites fermes soient les bénéficiaires principales de l'aide financière.

Nous voulons que les investissements aillent dans la production alimentaire régionale, réduisant ainsi la distance de transport des aliments et lier le développement rural et les paiements de la PAC à des objectifs environnementaux ambitieux afin que la PAC ne nuise pas. Un développement rural durable permettra de combler le fossé avec les centres urbains, améliorant ainsi la cohésion sociale.



UNE VOIX EUROPÉENNE FORTE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

La voix de l'Europe est très utile à la scène internationale. Les récentes humiliations en Russie et en Turquie et le manque de politique claire, basée sur les droits humains et la loi internationale, à l'égard de la Chine affaiblissent l'Union européenne et la protection et la promotion des valeurs fondamentales au niveau international.

La politique extérieure de l'Union européenne doit renforcer la solidarité entre les démocraties et doit travailler avec les pays qui partagent nos valeurs pour lutter contre les ambitions autoritaires et hégémoniques. Pour cela, notre politique commerciale doit être conditionnée au respect des valeurs de l'Union.

L'Union européenne doit continuer à offrir aux Balkans occidentaux la perspective de pouvoir la rejoindre et poursuivre les pourparlers d'adhésion et le processus d'élargissement vers les Balkans occidentaux.

ERASMUS POUR TOUTES ET TOUS

Une citoyenneté forte est également basée sur les rencontres humaines, les échanges et des expériences d'apprentissage communes. Les Européennes et les Européens partagent une communauté de destins, mais beaucoup d'entre elles et eux n'ont jamais la chance de voyager dans un autre État membre.

Erasmus est une des démonstrations les plus marquantes de la capacité de l'Union européenne à créer un véritable projet européen en dehors de la coopération économique et politique. Ce programme prouve que l'Union européenne est aussi un projet de civilisation et de culture.

C'est pourquoi, nous souhaitons que Erasmus + soit étendu afin de permettre à toutes les citoyennes et tous les citoyens européen·ne·s, quel que soit leur parcours scolaire ou leur activité, de passer au moins un an dans un autre État membre avec une bourse suffisante.

L'UNITÉ EUROPÉENNE DANS LA DIVERSITÉ

L'Union européenne, c'est bien plus que 27 États membres et 24 langues officielles. Nous chérissons la devise de l'Union européenne, "Uni·e·s dans la diversité", mais le soutien de l'Union au multilinguisme se concentre principalement sur les langues officielles. Nous pensons que toutes les langues font partie de notre héritage et forment notre diversité culturelle. La ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires par tous les États membres, ainsi qu'une reconnaissance officielle des langues régionales, minoritaires et peu parlées et un soutien à leur utilisation, dans les institutions européennes comme dans les sociétés européennes, sont essentiels. Nous devons bâtir une "Sphère européenne" commune pour donner aux Européennes et aux Européens la possibilité de se parler et de profiter pleinement de notre diversité culturelle. Par ailleurs, le droit à l'autodétermination doit être protégé dans l'Union européenne. L'Union doit envisager un cadre démocratique dans lequel ce droit peut être exercé.

FAÇONNER NOTRE AVENIR NUMÉRIQUE

Renforcer la sensibilisation des citoyennes et des citoyens et lutter contre l'ingérence étrangère

La numérisation et les technologies numériques sont une immense source d'innovation et stimulent l'économie. Elles facilitent l'accès à la connaissance et la culture, en général, et peuvent aider à gérer la transition vers des méthodes de production plus vertes et plus durables et à aller vers des sociétés plus inclusives. Cependant, elles font courir des risques à nos sociétés, nos droits et nos libertés à cause, notamment, du modèle économique des plateformes en ligne, souvent basé sur la surveillance, la polarisation et le déséquilibre des pouvoirs. De nouveaux développements, comme dans les secteurs de l'intelligence artificielle (IA) (dans lequel nous devons faire une différence entre l'IA pour les machines et l'IA pour les personnes) ou de la blockchain, tout en pouvant être très favorables, peuvent également amplifier les injustices sociales, raciales et environnementales. Ils doivent donc être surveillés et régulés. L'éducation aux médias, une protection fiable contre les cyberattaques et la transparence des partis politiques doivent devenir des piliers de la société européenne à venir. Le plan d'action pour la démocratie européenne doit être prolongé par des lois et par une augmentation du soutien financier au secteur de la cybersécurité.

GARANTIR L'ACCÈS À LA SANTÉ À TOUTES ET TOUS

La pandémie a montré les vulnérabilités de l'Europe, mais elle nous a également rappelé notre interdépendance. Les avantages financiers dont bénéficient les fabricants de produits pharmaceutiques sous forme de subventions publiques et de droits de brevets doivent être liés à l'obligation de révéler les coûts de développement des nouveaux médicaments et de fournir des médicaments en quantité suffisante, en temps de crise comme en temps normal. Les agences de l'Union européenne chargées de superviser les fabricants de produits pharmaceutiques doivent être renforcées pour coordonner la recherche financée par des fonds publics dans l'intérêt général et pour lutter contre l'abus de monopole. L'Europe doit mettre en place des normes minimales pour garantir que toutes les personnes vivant dans l'Union européenne aient un égal accès aux soins.



Photo : ©Alex Deval

METTRE EN PLACE UNE STRATÉGIE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE SOLIDE

L'Union européenne, c'est bien plus que 27 États membres et 24 langues officielles. Nous chérissons la devise de l'Union européenne, "Uni•e•s dans la diversité", mais le soutien de l'Union au multilinguisme se concentre principalement sur les langues officielles. Nous pensons que toutes les langues font partie de notre héritage et forment notre diversité culturelle. La ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires par tous les États membres, ainsi qu'une reconnaissance officielle des langues régionales, minoritaires et peu parlées et un soutien à leur utilisation, dans les institutions européennes comme dans les sociétés européennes, sont essentiels. Nous devons bâtir une "Sphère européenne" commune pour donner aux Européennes et aux Européens la possibilité de se parler et de profiter pleinement de notre diversité culturelle. Par ailleurs, le droit à l'autodétermination doit être protégé dans l'Union européenne. L'Union doit envisager un cadre démocratique dans lequel ce droit peut être exercé.